ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE JUIN 1968 (1º Circonscription du Var)



CENTRE PROGRES ET DEMOCRATIE MODERNE

de Jean LECANUET et Jacques DUHAMEL

CANDIDATURE

Docteur Paul MONZAT

Conseiller Municipal de Draguignan Ancien Médecin des Forces Françaises de l'Intérieur

SUPPLEANT Edouard TROUIN

Exploitant Agricole au Plan d'Aups

Varoises, Varois,

Telles sont les paroles prononcées à l'O.N.U. par une Autorité Spirituelle universellement reconnue et respectée.

Or, nous venons de frôler la pire des guerres : la guerre civile.

Si la France reste divisée en deux blocs, un affrontement sera fatal.

C'est pourquoi il faut créer une grande force centriste capable d'imposer le rassemblement de toutes les bonnes volontés nationales.

Si la majorité actuelle est reconduite, il n'existe aucune raison pour qu'elle infléchisse son attitude et, les mêmes causes produisant les mêmes effets, nous retomberons dans le chaos de ces derniers jours.

Certaines options du Pouvoir ont certes pu impressionner l'opinion et beaucoup de Français ont été sensibles au mirage d'un prestige car dans le cœur de tout Français, il y a un coq qui sommeille.

Mais, tout en recherchant la grandeur de la France, on s'est trop peu soucié des Français eux-mêmes.

Une force de frappe ruineuse et inhumaine grève le budget, certains salaires restent scandaleusement bas et le chômage sévit. Le revenu du paysan est le jouet du hasard. Le fonctionnaire est livré à une haute administration impersonnelle. Les professions libérales sont tracassées par des contrôles abusifs, des formalités irritantes, des organismes déshumanisés alors qu'ils devraient être sociaux. Les étudiants n'ont pas de nourriture spirituelle et ne trouvent souvent comme idéal que la révolte contre une société sans âme. La vraie réforme des études et de l'Université reste à faire.

En face de ce Pouvoir, le Parti Communiste et ses alliés proposent des solutions que les pays de l'Est commencent eux-mêmes à rejeter.

Entre ces deux blocs, que proposons-nous?

D'abord, nous refusons le retour aux erreurs passées.

La stabilité et l'efficacité sont assurées par la Constitution actuelle que nous voulons maintenir tout en refusant l'arbitraire de certains actes, tels que la menace de la mise en vigueur de l'article 16, l'usage abusif du referendum, la monopolisation absolue de la radio et de la télévision.

Nous demandons une totale amnistie du passé politique, et plus de générosité dans le domaine social dans un esprit d'équité. Cela comprend notamment l'indemnisation des Rapatriés, ce qui serait d'ailleurs un énorme bienfait pour notre Région où ils sont nombreux.

Les choix et les attitudes doivent changer et la politique de la France doit cesser d'être déterminée par un seul homme annonçant tous les six mois ses orientations devant une Nation et un gouvernement écoutant un oracle.

Nous proposons une politique économique dynamique:

- par un programme de grands travaux d'intérêt collectif, - par l'encouragement à l'épargne et aux investissements, - par le doublement des efforts pacifiques de recherche,
- par la simplification du système fiscal et la modernisation du crédit.

Nous voulons assurer le progrès social et ses priorités :

par la mise à jour de l'enseignement,

par le plein emploi garanti aux salariés et l'assurance de débouchés aux jeunes,

— par la répercussion sur les salaires et sur les allocations familiales des bénéfices de l'expansion économique,

par l'aide aux défavorisés,

par le relèvement des retraites sociales.

Nous voulons l'arrêt des investissements improductifs :

- renoncement à une force de frappe inutile et ruineuse,

priorité aux régions de France sous-développées sur les pays sous-développés,

 arrêt des dépenses spéculatives, car les capitaux utilisés dans la lutte du franc contre le dollar seraient plus utilement employés dans la production.

Nous proposons une dimension nouvelle aux ambitions des jeunes :

- La paix et l'indépendance ne sont possibles que par la puissance. L'Europe doit être une communauté de Peuples égaux acceptant des institutions communes. Elle deviendra un gage de sécurité et sera le partenaire égal des U.S.A. et de l'U.R.S.S.

Nous voulons assurer la relance économique de notre région :

— par le soutien des prix agricoles,

— l'indemnisation des agriculteurs victimes de calamités en 1967, laquelle n'est pas encore intervenue alors que les victimes de la marée noire en ont depuis longtemps bénéficié,

l'octroi de prêts spéciaux plus importants aux agriculteurs sinistrés,

la défense et l'extension du vignoble varois qui doit procéder de plusieurs moyens :

arrêt des importations de vins étrangers,

- subventions de l'État et facilités financières aux coopératives et aux particuliers en vue de l'équipement pour la fabrication de jus de raisin. Il existe une énorme demande intérieure et surtout extérieure de ce produit et si les producteurs varois ne l'exploitent pas eux-mêmes, des sociétés puissantes vont se lancer à leur place dans cette fabrication en leur achetant à vil prix leur raisin. Une politique doit aider dans ce sens la viticulture et permettre ainsi la modification des textes en vigueur de manière à permettre de nouvelles plantations sans arrachage, puisque le vignoble actuel ne sera plus excédentaire, mais devra être augmenté,

remise en marche de l'industrie du bâtiment,

création d'industries nouvelles,

aide au tourisme et notamment à l'hôtellerie,

- équipements sportifs,

- consultation des collectivités et représentations locales privées et publiques au sujet de l'établissement de projets tels que l'autoroute trans-varoise, la répartition des eaux du canal de Provence, et solution de l'angoissant problème de l'eau, qui conditionne notamment la survie de la forêt
- indemnisation correcte des propriétaires dépossédés de Canjuers et réorganisation de l'économie de cette région.

Avec l'accord de tous les hommes de bonne volonté,

Nous voulons être le rassemblement, non pas des indécis et des mous, mais celui des tenants d'une Démocratie vivante, généreuse, tolérante, dynamique, animée de l'éternelle jeunesse de la Liberté.

Nous désirons éviter que le désespoir rejette certains vers le drapeau rouge, mais nous n'admettons pas que le drapeau tricolore, qui est l'emblème de la Nation, soit monopolisé par un Parti.

Nous voulons rassembler et non diviser et pour cela, il faut que nous soyons nombreux au Parlement pour imposer les nouveaux choix. Nous ne prétendons pas accaparer le pouvoir, car, à nos yeux, la Démocratie est l'équilibre des idées et des forces se corrigeant mutuellement. C'est le respect de l'Humain, de la justice, la concorde dans la diversité.

C'est pourquoi le sort des Français se joue aujourd'hui sur un seul point : celui de savoir si le Centre sera, demain, suffisamment puissant pour contraindre à ce changement de choix et de politique.

Je souhaite, sans prétention, que nous puissions y parvenir car le Centre est déjà majoritaire dans la conscience des Français en attendant de l'être dans leur représentation.

Telles sont nos options sur le plan local et national.

Elire, c'est choisir.

Choisir, c'est être libre. Puissions-nous le rester!

Pour cela, vous voterez Paul MONZAT Edouard TROUIN